



EN LUTTE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI



Non au plan Galant !

Un combat pour un transport public de qualité !

Pas touche à
nos délégués !

p. 9

Espagne : quel
gouvernement ?

p.12

Tunisie :
la révolution
continue.

p.10

Le syndicat, c'est nous !

Ces derniers mois de nombreuses grèves ont eu lieu, que ce soit à la Poste, dans les prisons, et bien sûr à la SNCB. Cette dernière fut un exemple de combativité. En effet, malgré la répression sans précédent (intimidations policières, envoi des huissiers, propagande médiatique brutale et trahison des dirigeants syndicaux du nord du pays), une grande partie du pays a été paralysée durant 48 h ! Les camarades cheminots ont montré qu'en luttant, on pouvait faire reculer la direction. Une astreinte a été infligée directement à un cheminot, tentative claire de casser l'action syndicale. Mais la lutte s'organise déjà pour soutenir ce camarade et faire sauter cette astreinte.

Ainsi, les travailleurs résistent avec rage aux attaques du gouvernement Michel-De Wever.

Cette colère s'était déjà exprimée massivement dans les rues de Bruxelles le 7 octobre dernier. Et la combativité est toujours là aujourd'hui. Cependant, le résultat de la lutte de classes en Belgique reste favorable au gouvernement et aux patrons, qui continuent à faire passer leur programme d'austérité

sans rencontrer de résistance organisée d'envergure de la part des directions syndicales. Les luttes, quand elles sont organisées, le sont timidement, en ordre dispersé ; ou elles sont carrément stoppées par nos directions syndicales. Ce gouvernement avance sans trop de difficultés, comme se le félicite Charles Michel : « *Et je dis que la concertation sociale a bien fonctionné en 2015.* »¹ En effet, on en a avalé, des couleuvres, en 2015 !

Pour arracher des victoires et reprendre la main, notre classe doit resserrer les rangs et rejeter les discours tant racistes que régionalistes qui sont là pour nous diviser et nous affaiblir dans nos luttes.

De plus, nous devons mener deux combats. Premièrement, celui contre les plans d'austérité, ce qui implique de nous organiser avec nos collègues et de les convaincre que seulement la mobilisation nous permettra de faire reculer ces mesures. Mais le pessimisme et la démoralisation existent bien à la base à cause des nombreuses trahisons de nos dirigeants syndicaux qui signent des accords avec le patronat dans notre dos en nous jurant, la

main sur le cœur, qu'ils n'accepteront pas l'austérité, qu'ils vont se battre jusqu'au bout !

Et c'est là notre deuxième combat : dénoncer les magouilles du syndicalisme de concertation, les promesses non tenues, les divisions régionalistes, entre secteurs, entre syndicats, et les accords secrets. Que vont faire nos dirigeants syndicaux de nos luttes, de nos sacrifices ? Négocier, comme dans d'autres luttes passées, les mêmes mesures un peu aménagées pour faire passer la pilule ?

Ne les laissons pas faire et exigeons des assemblées pour décider de la suite de nos luttes. Votons-y des motions de solidarité et des actions de soutien aux luttes en cours, telles que les motions de solidarité avec les cheminots, comme celle d'ALR, publiées dans ce journal ! Reconstruisons un rapport de force à partir des luttes en cours. Car malgré les difficultés, notre classe lutte bien, comme elle le peut ! A nous de nous organiser à la base, car le syndicat, c'est nous ! Cette année, les élections sociales sont l'occasion de débattre de nos luttes et d'élire des délégués combatifs. Utilisons-les pour faire entendre notre voix et avancer un programme pour nos syndicats. Avançons, car ensemble, grâce à nos luttes, nous pouvons faire reculer ce gouvernement ! ■

¹ Le Soir, 31.12.2015

LIT-QI

LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 24 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Témoignage d'une accompagnatrice de la SNCB

Peux-tu expliquer en quoi consiste ton travail à la SNCB ?

Je suis accompagnatrice de train. Le rôle premier de l'accompagnateur est de veiller à la sécurité des voyageurs et du convoi, notamment lors de la procédure de départ, mais aussi durant le voyage. Ensuite, vient la ponctualité et l'information aux voyageurs. En tant qu'accompagnateur, nous devons aller préparer des rames dans les faisceaux : ce qui n'est pas toujours aisé car il n'y a pas de quais ; nous devons parfois jouer les acrobates.

Pour quelles raisons tes collègues et toi avez-vous fait grève les 6 et 7 janvier 2016 ?

Nous avons fait grève contre le plan Galant : augmentation de la productivité en ayant moins de personnel, suppression de certains trains pas rentables, suppression de l'accompagnateur sur certaines lignes (+/- 20 %).

Ce que j'ai pu lire, entendre, à propos de mon métier, cela m'a été très loin et m'a profondément blessée. Deux grands sages potes à moi me diraient « *laisse courir* ». Tellement facile à dire. Evidemment, ils ont plus de bouteille. Evidemment c'est évident.

Comment peut-on réduire des hommes et des femmes, avec enfants, sans enfants, avec famille ou sans famille ; des hommes et des femmes qui travaillent comme tout le monde, comment peut-on les réduire à des moins que rien, des fainéants ? Hé bien, je leur rends hommage à mes fainéants de collègues. Pourquoi ? Parce que nous aimons notre métier qui n'est pas tous les jours facile car on voit de tout : nous voyons autant de détresses que de joies. Hé oui, lequel d'entre nous n'a pas eu à faire avec un sans-papier, un homme ou une femme qui vient d'apprendre la perte d'un être cher, des couples se former année après année parmi les voyageurs. En 4 ans, j'ai eu à faire avec tout cela

Et toi le conducteur, je ne t'oublie pas : tu nous amènes chaque fois à bon port. Hey vieux, les retards, ce n'est pas de ta faute, t'y peux rien toi si le signal est au rouge parce qu'on laisse passer un train marchandise avant toi. Et puis, toi, le sous-chef de Bruxelles-Central qui ne voit que cette lumière blafarde. Toi, le gars de la voie qui se casse le dos. Toi, le guichetier, enfermé dans ta cage de verre, t'en as des choses à dire aussi. Oh oui, les gars, vous êtes des fainéants.

qui ne regardent que leur assiette, qui se font péter le bidon à chaque réunion de management avec foie gras, saumon, champagne, ... : non le monde n'ira pas mieux !

La parole est d'or et le silence est d'argent. Et ne dit-on pas que l'on répond aux imbéciles par le silence ?

Comment te sens-tu en tant que femme à la SNCB ? Dans tes conditions de travail, es-tu confrontée à des difficultés particulières en tant que femme ?

Comme on peut discuter de tout avec moi, j'essaie de tout prendre à la légère, car il s'agit principalement d'un milieu masculin. Les collègues sont tous respectueux, ils oublient juste parfois, quand ils font des blagues, qu'il y a des femmes. Autrement dit, il ne faut pas avoir de chastes oreilles. Concernant le métier, j'ai l'impression que, pour nous les femmes, il est plus dur (même si nous avons les mêmes horaires que les hommes).

Selon toi, que faut-il faire pour que les cheminots gagnent la lutte contre le plan Galant ?

Avoir les navetteurs de notre côté me semble hyper important : sans eux, nous ne pourrions pas gagner, car il s'agit de leur service public aussi.

Quel message veux-tu adresser aux navetteurs ?

Oui, vous êtes pris en otage lors des grèves, vous les subissez. Mais on ne se bat pas que pour nous. Ça vous plairait un train sans accompagnateur ? Que se passerait-il si quelqu'un se fait agresser ? Pensez à votre sécurité aussi. Avec le plan Galant, on fonce droit vers un deuxième Buizingen et la fin du service public, c'est-à-dire que le prix du ticket de train sera beaucoup plus cher. Ça deviendra un luxe de prendre le train. ■



Oh et puis toi, le flic, faut croire que t'es un sacré fainéant : la première chose que l'on entend, c'est « *la police ne fait rien* ».

Et toi, le prof, purée t'as tout plein de congés : deux mois en été, pas de chance t'es payé que 10 mois... mais on te traite de fainéant alors que les classes sont de moins en moins faciles.

Les bourgeois ont oublié que, s'ils ont eu des terres, c'est grâce à la sueur du front du paysan qui labourait leurs champs.

Nous sommes dans une société devenue très individualiste, mais il existe encore des gens pour relever la barre. Tant que tout ces petits culs embourgeoisés auront accès à leur internet, leur bagnole, le wifi, leurs avions, ... et

Solidarité internationale avec les cheminots en grève

A l'occasion des deux jours de grève des cheminots ce 6 et 7 janvier, nous avons rencontré des camarades français, syndicalistes cheminots et membres du NPA venus en solidarité. L'occasion de leur poser quelques questions sur l'état d'urgence en France, la montée du FN, et plus spécifiquement sur les raisons de leur présence au piquet de grève à Bruxelles. Guillaume travaille à la gare d'Austerlitz ; Axel, militant de la CGT, est conducteur de train au dépôt de Trappes ; Gabriel, militant de Sud-Rail, siffle le départ des trains à la gare St-Lazare ; Fabien, militant de la CGT, est aux guichets à Paris-Austerlitz.

EL : Après les attentats de Paris, l'état d'urgence a été décrété en France et on a pu voir des reportages qui dénonçaient la répression policière, notamment lors de la COP21. Sur le plan syndical, dans quelle mesure ressentez-vous la répression ?

Gabriel : Globalement, il y a un tour de vis répressif très sévère depuis les attentats, avec un gouvernement qui a lui-même directement interdit et dispersé des manifestations, et arrêté des centaines de militants – dont je faisais partie, comme pas mal de militants du NPA – à la COP21. Mais il n'y a pas que ça. Le problème, c'est qu'il y a aussi les directions syndicales qui d'elles-mêmes ont reculé immédiatement après les attentats, qui ont annulé toutes les journées de grève qui étaient prévues dans les deux semaines qui ont suivi les attentats. Plusieurs grèves sectorielles étaient prévues, et toutes ont été annulées. Maintenant, on commence un peu à s'en remettre et à avoir une réapparition de petits conflits. Et c'est pour cela aussi que pour nous, la grève des cheminots français qu'on prépare pour le mois de mai ou juin va avoir une importance d'autant plus grande, parce que ça va être probablement le premier grand affrontement national contre le gouvernement depuis l'état d'urgence.

EL : En général, quelle analyse avez-vous de la montée du FN aux régionales ? Il y a beaucoup de discussions ici sur le fait de savoir si c'est la classe ouvrière qui se droitise complètement, ou dans

quelle mesure cela a été influencé par les attentats. Dans quelle mesure sentez-vous sur le terrain une montée du racisme, ou s'agit-il plutôt d'une expression de ras-le-bol face au gouvernement Hollande ?

Axel : Moi je pense que la montée du FN est palpable, y compris dans des milieux assez militants, comme les cheminots. Je vois autour de moi des collè-



gues qui s'en cachent moins. Oui, il y a une montée du racisme assez évidente, peut-être renforcée avec les attentats, mais c'était déjà présent avant ; ça n'a été qu'un facteur qui permet une expression encore plus affirmée qu'avant. Ce que la montée du FN démontre avant tout, à mon avis, c'est une perte de repères dans le mouvement ouvrier et dans tous les secteurs qui ont pu être influencés par le mouvement ouvrier. Il y a une perte de repères, un recul de la conscience de classe et aussi une dépolitisation assez profonde qui s'intensifie. C'est tout cela qu'exprime le FN.

Après, oui, il y a évidemment l'histoire raciste qui explique la montée du

vote FN. Mais c'est aussi contradictoire, car je vois des collègues à moi qui font les grèves et qui sont assez combatifs, qui nous soutiennent et qui sont même parfois syndiqués – même si ça, en général, ils le cachent – et qui disent qu'ils vont voter FN pour dire 'merde au système' comme ils disent. Et donc, le fait qu'un parti comme le FN – qui n'a jamais caché sa haine des cheminots – reçoive les votes et le soutien de cheminots alors qu'il crache sur les cheminots en grève et sur le mouvement ouvrier, ça prouve qu'il y a une perte de repères qu'il appartient aux militants politiques de reconstruire pour l'avenir.

Gabriel : Une perte de repères que le FN encourage, car, par exemple l'année passée, lors de la grève des cheminots, c'est le seul parti, à l'exception de l'extrême gauche, à avoir sorti un communiqué pour dénoncer la réforme ferroviaire. Sans soutien à la grève, mais sans la condamner non plus. Et qui du coup jouait sur l'ambiguïté pour faire en sorte que des cheminots se retrouvent dans leur discours. Juste deux idées en plus. D'abord, c'est qu'en plus de la perte de repères globale, il y a une absence de victoires syndicales et militantes depuis longtemps, et c'est ça le facteur clé qui pèse. En résumé, c'est que, quand on a l'impression que le patron est hors d'atteinte, une partie des gens sont assez cons pour se retourner contre leur voisin. Et l'enjeu, pour nous, c'est de rendre le patron à portée de main et d'arriver à obtenir quelques victoires. Encore une fois, la grève des cheminots pourrait jouer ce rôle-là, même s'il ne faut pas prendre ses désirs pour des réalités.

Une deuxième idée est que la montée du FN n'est pas simplement un lent

processus progressif : il y a des sauts, et un des sauts majeurs a eu lieu avec l'avènement d'un gouvernement socialiste, comme c'est le cas à chaque fois dans ces conditions. A chaque fois, cela fait monter le FN. D'une part, parce que les électeurs se disent : « on a testé la droite, c'était de la merde, on a testé la gauche, c'était de la merde », et l'extrême gauche n'étant pas crédible électoralement, au niveau électoral, il ne reste pour eux que ça à tester. Et c'est aussi parce que le gouvernement recherche volontairement à faire monter le FN pour affaiblir la droite, et tout cela se paye tôt ou tard.

EL : Vous venez ici de Paris en pleine grève de la SNCB et c'est très bien. Mais qu'est-ce qui vous a fait venir en tant que cheminots ? Comment voyez-vous cette solidarité ? Qu'est-ce qui vous motive ?

Guillaume : Nous, en tant que militants syndicalistes, on était déjà venus à l'occasion de la grève générale il y a un an et demi, et je pense qu'il y a une

solidarité internationale entre travailleurs. C'est bien d'échanger ce type d'expériences, même si on voit que les modalités de grève sont très différentes d'un pays à l'autre. Et le syndicalisme est aussi très différent. C'est intéressant à voir, pour comprendre ce qu'il y a à piocher dans chaque pays comme méthodes de lutte. Quant à cette grève plus spécifiquement, ce qui est intéressant de voir, c'est que ce qui s'est passé en Belgique – concernant la destruction de la SNCB et son démantèlement, et actuellement les attaques sur les conditions de travail des cheminots – c'est en fait exactement la même chose que ce qui est arrivé en France l'an dernier, et ce qui va arriver dans le deuxième volet en juin 2016. Donc à ce niveau-là, c'est extrêmement intéressant de comparer ce qui se passe au niveau européen, de voir que cette logique-là correspond à une stratégie des



bourgeoisies européennes dans le cadre qu'elles se sont donné à travers l'Union Européenne, etc. Et on voit des similarités qui sont extrêmement intéressantes, parce que nous, en juin, on serra à priori – en tout cas on l'espère d'ici là – en mobilisation contre la négociation d'une nouvelle convention collective qui remplacerait une partie du statut des cheminots, le RH 77, qui est un règlement qui concerne l'ensemble des cheminots et qui serait remplacé par une convention collective au rabais. Avec, par exemple, concernant l'encadrement des repos, le même type de mécanisme qui jouerait en Belgique sur les suppressions des repos. C'est ce genre de choses qu'on venait voir aussi.

Gabriel : On a l'impression que la Belgique a quelques mois d'avance sur la France, où la réforme que l'on a eue il y a un an et demi, de division de la SNCF en trois boîtes, s'était faite ici quelques années avant ; et là, votre réforme actuelle ressemble fortement à ce qu'on va avoir. Il y aurait donc besoin non seulement qu'on se renseigne et qu'on soit en lien ; ce dont on a surtout grandement besoin en réalité, c'est d'avoir des mouvements de lutte et des grèves en commun. Il y a eu une époque dans les années 1990, où il y avait des euro-manifestations. Et là, quelque chose qui ne serait pas uniquement organisé par les structures bureaucratiques comme la confédération européenne des syndicats serait primordial. Si on arrivait à mettre en lien, par exemple, les cheminots allemands qui ont fait grève il y a pas longtemps, les français qui s'apprêtent à le faire, et les belges, pour avoir une manif commune au parlement européen, par exemple, ça pourrait avoir de la gueule. ■



Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

« **Les cheminots belges ont raison de faire grève ! Soutenons-les !**

Les organisations du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, et notamment celles membres du Réseau Rail Sans Frontières, saluent la grève des cheminots et des cheminotes de Belgique, y apportent tout leur soutien. La solidarité internationale des travailleurs et des travailleuses, l'internationalisme, ne sont pas que des mots ; ce sont des valeurs fondamentales pour le syndicalisme, du moins celui que nous défendons et pratiquons. Nos organisations font connaître cette lutte dans nos différents pays. » (5 janvier 2016)

Lire la déclaration sur le site www.laboursolidarity.org/

Les cheminots de Flandre

Le deuxième jour de grève à Bruxelles, lors de l'action en front commun syndicale qui renommait le cabinet de la Ministre Galant « Ministère de l'immobilité », nous avons rencontré Wouter Gysen, accompagnateur de train et délégué de la CGSP Cheminots à Anvers. En tant que cheminot néerlandophone, nous lui avons demandé brièvement son point de vue sur la lutte contre le plan Galant au Nord du pays.



Station
Antwerpen Centraal
in staking

EL : On a lu dans la presse que finalement, les syndicats flamands « ne faisaient pas grève ». Qu'en est-il au final sur le terrain ? Y a-t-il grève ou pas ? Les cheminots flamands sont-ils favorables au plan Galant ?

Wouter Gysen : Non, pas du tout, nous sommes tout autant touchés par les mesures d'austérité que nos collègues francophones. On fait le même travail et sur ce plan-là, il n'y a pas de division. Et j'ai constaté aujourd'hui que malgré le fait que la direction syndicale néerlandophone n'ait pas appelé à la grève, et qu'il y avait une énorme confusion et beaucoup d'hésitations chez les collègues, quand je suis parti ce matin d'Anvers-Central, parmi les accompagnateurs, 6 sur 10 étaient en grève ! Cela montre qu'il y a une réelle volonté de participer aux actions et de s'opposer à l'austérité.

EL : Que pensez-vous du secrétaire général néerlandophone de la CGSP Cheminots, Ludo Sempels, qui a déclaré qu'il n'y avait pas grève alors ?

WG : Je pense que quand il va organiser des réunions de militants dans les régions, il va entendre autre chose, comme moi j'entends autre chose de mes collègues...

EL : Et pour la suite, comment vois-tu les choses ?

WG : Je pense qu'il faut organiser des réunions de militants, même des affiliés, pour discuter de la situation, pour prendre une position et pour laisser le secteur néerlandophone s'exprimer et dire ce qu'il pense. Que cela soit pris au niveau national et qu'on se mette ensemble à nouveau.

Maintenant, nous sommes divisés. Au niveau flamand nous avons eu des mots d'ordre opposés : au niveau national on

nous dit que ça continue, et au niveau néerlandophone, on nous dit que nous allons négocier. Mais ces négociations ne sont pas de réelles négociations parce que c'est aux conditions du gouvernement. On discute dans le cadre du plan Galant, dans le cadre d'une stratégie du gouvernement et c'est très limité. Si on ne parle que de la manière d'économiser 663 millions d'euros par an, ce ne sont pas des négociations ouvertes et on ne peut pas questionner l'austérité. On nous montre cela comme une nécessité mais ce n'est pas le cas : c'est un choix politique de mener ces mesures. En même temps, le gouvernement a décidé de mettre 9 milliards d'euros dans l'armée, dont 4 à 5 milliards d'euros dans des avions de combat. Or en même temps on devrait perdre 7 000 emplois. S'ils sont capables de mettre 4 milliards dans les voitures d'entreprise chaque année, ils peuvent faire d'autres choix et investir dans un vrai transport public. ■

Et voici une réaction d'un cheminot militant CGSP néerlandophone contre les dirigeants qui rompent le front commun.
(Le 2 janvier 2016)

Je pense que nous, les militants, nous devons faire comprendre à nos permanents néerlandophones qu'ils ont fait une erreur, et les convaincre de rejoindre de nouveau le front commun. La décision n'a pas été prise en consultant la base, mais sous la pression politique. Et il y a beaucoup trop de choses en jeu pour se permettre maintenant de réagir en ordre dispersé; c'est tout simplement le pire scénario.

Des négociations, ok, mais avoir des illusions dans le gouvernement et leurs médiateurs pour protéger nos acquis et notre statut? Désolé, le Père Noël est déjà passé. Il suffit de lire l'entretien avec Kris Peeters aujourd'hui dans De Standaard, qui dit tout: Pour lui, le marché du travail doit être encore beaucoup plus souple et plus productif (pour les travailleurs). Selon lui, la grève à la SNCB ne peut pas avoir lieu, car c'est une « grève politique ». Depuis quand la protestation contre plus de travail pour gagner moins est-ce une grève politique?

Et il enfonce le clou en traitant un peu dédaigneusement les représentants de notre aile qui auraient « réalisé qu'ils n'ont pas le soutien social pour la grève ». Mais pour lui, le soutien social est synonyme de consentement tacite à la politique des coupes sociales, plus de travail, et dénigrement des travailleurs de la SNCB et des syndicats dans les journaux.

Je souhaite me tromper, mais j'ai maintenant l'impression que nous mettons notre destin entre les mains de représentants qui sont tout d'abord convaincus eux-mêmes que nous devons céder davantage, et d'autre part, que cela ne sert à rien de réagir contre tout ça. (Et que, si nous « mettons de l'eau dans notre vin », les journaux et les gens vont à nouveau être gentils avec nous...)

Si nous ne pouvons pas convaincre nos représentants syndicaux, nous pouvons encore toujours venir renforcer les piquets des francophones à Bruxelles. Et le renforcement sera nécessaire, car il est dans l'air que le gouvernement va déployer des policiers supplémentaires et les huissiers de justice pour briser la grève. Mais si nous pouvons bloquer Bruxelles, la grève sera une réussite et nous obtiendrons pour nos représentants (oui, y compris les néerlandophones) de toute façon une position de négociation plus forte.

Rendez-vous sur l'un des piquets de grève la semaine prochaine.



<http://www.infoskes.be/>

Soutien à nos camarades Cheminots

Le secteur des Administrations Locales et Régionales de Bruxelles

- apporte son soutien franc et massif au secteur « Cheminots » ;
- juge que leur combat est pleinement justifié pour contrer l'objectif de privatisation larvée voulue par ce gouvernement de droite ;
- ne peut tolérer avec les hommes du rail que l'on affaiblisse le service public, aggrave les conditions de travail et brade la sécurité tant des travailleurs que des usagers et navetteurs ;
- appelle ses affilié(e)s et délégué(e)s à faire preuve de solidarité avec nos camarades en lutte et à rejoindre les piquets organisés par ces derniers ;
- rappelle aux utilisateurs du rail l'importance de disposer d'un réseau de transport public sûr et dont ils ne doivent pas supporter les coûts toujours plus élevés.

Ensemble, nous pouvons, nous devons faire reculer les fossoyeurs du service public.

Motion de solidarité

Nous, syndicalistes, travailleurs, chômeurs, jeunes, pensionnés,... tenons à affirmer notre soutien aux syndicalistes menacés par des politiques répressives et antidémocratiques tant en Belgique que partout ailleurs.

Dans ce contexte, nous affirmons pleinement notre soutien au camarade cheminot Jordan Croeisaerdt, accompagnateur de train et vice-président de la CGSP- Cheminot dans la région bruxelloise. Dans la foulée des dernières grèves des cheminots en janvier 2016, ce dernier s'est vu infliger une astreinte de près de 1700 euros pour participation à un piquet de grève.

La méthode employée est scandaleuse – aucun huissier ne lui a remis de document au piquet ; il a reçu l'astreinte à son domicile, après que la direction a vraisemblablement communiqué son nom et son adresse aux huissiers – et les accusations portées contre lui dans les médias sont mensongères.

Il s'agit en réalité d'une tentative nette d'intimidation s'inscrivant dans un contexte général de répression accrue des mouvements sociaux tandis que l'austérité imposée est, elle, de plus en plus violente. Nous nous inquiétons et dénonçons fermement cette criminalisation généralisée.

Tout ceci n'est pas sans rappeler : en France, les peines de prison écopées par les syndicalistes de Good Year luttant pour leur emploi ou le licenciement abusif des salariés d'Air France ; en Espagne, les poursuites judiciaires contre 300 travailleurs et les tirs de flash ball sur les mineurs en grève.

De même en Belgique, la violence à laquelle ont été confrontés les ouvriers d'Arcelor Mittal n'était que les prémices d'une violence qui se généralise à l'encontre de la contestation et le recours systématique aux huissiers lors des grèves instaure un climat de peur et exacerbe les tensions.

Tout ceci n'a que trop duré, une attaque contre l'un d'entre nous est une attaque contre tous ! Il est évident que le gouvernement réactionnaire a déclaré une guerre sociale en s'attaquant de front à nos acquis sociaux, à nos services publics, à nos conditions de travail et de salaires.

A signer et à faire signer (<https://16878.lapetition.be/>)

Et face à la colère grandissante de la population, il s'en prend aujourd'hui à nos droits syndicaux et à nos libertés fondamentales. Cette politique contraste avec l'impunité totale dont jouissent les grands fraudeurs fiscaux, les patrons voyous et certaines multinationales sans scrupule.

Face à de telles dérives, nous nous devons urgemment de nous unir et de réagir collectivement. C'est pourquoi nous nous engageons à participer à toute initiative allant dans ce sens.

Ainsi nous nous opposons et disons :

STOP à toute forme de répression du mouvement social ;
 STOP à l'instrumentalisation médiatique visant à criminaliser systématiquement le mouvement syndical dans son ensemble ;
 STOP à la privatisation progressive de nos services publics ;
 STOP à la destruction de nos acquis sociaux !

Nous défendons et sommes :

POUR un soutien total à Jordan Croeisaerdt, pour que cesse immédiatement toute poursuite à son encontre ;
 POUR un rail fort, de qualité, gratuit et public, nécessaire dans le contexte de la transition énergétique à mener dans les années à venir ;
 POUR un investissement massif dans tous les services publics ;
 POUR une mobilisation large et conséquente pour défendre ces droits et nos acquis !

Nous appelons à organiser :

Une conférence de presse : pour contrecarrer les mensonges médiatiques ;
Un meeting public en front commun : pour fédérer et mobiliser contre ces attaques ;
Des assemblées générales dans tous les secteurs : afin d'affirmer une position claire et préparer la riposte ;
Des actions et une mobilisation massive : pour défendre le cas de Jordan et à travers lui le droit à l'action collective.



La direction d'Infrabel a infligé (via huissier) une astreinte de 1700 € à Jordan Croeisaerdt, un accompagnateur de train, délégué CGSP, suite à sa participation au piquet de grève du 6 janvier à Bruxelles. Il bloquait l'entrée d'un bâtiment, ensemble avec d'autres camarades qui ont fait face à des travailleurs (dont un responsable d'Infrabel) qui voulaient passer en force. La direction de la SNCB n'essaye pas seulement de se débarrasser d'un cheminot combatif ; ils veulent poser un exemple pour tout le mouvement syndical : « Si vous faites des piquets de grève, on vous poursuivra en justice. »

Un Comité de soutien s'est mis en place sans tarder pour organiser la solidarité autour de Jordan et pour lutter contre la criminalisation des mouvements sociaux. Il s'agit de militants syndicaux qui constituaient déjà le Comité de soutien aux travailleurs

de la firme BM&S, sous-traitante de la SNCB. La CGSP-Cheminots Bruxelles a appelé à un rassemblement où un élan de solidarité s'est manifesté avec plus de 50 personnes pour accompagner Jordan lors de son audition par son employeur. Le Comité de soutien a diffusé une motion de solidarité, reproduite ci-contre, qui a déjà été approuvée par la CGSP-Cheminots, la CGSP-Enseignants et la CGSP-ALR (les trois de Bruxelles). Nous vous invitons à la signer sur la page Facebook du Comité de soutien : <https://www.facebook.com/Solidarite-avec-Jordan-et-contre-la-repression-des-mouvements-sociaux>. D'autres motions de solidarité ont suivi, comme celle de SetCa-Liège. Des cheminots français ont aussi témoigné de leur solidarité dans une motion de Sud-Rail et Union Syndicale solidaire. ■



L'action collective et l'exercice du droit de grève ne peuvent être criminalisés.

Liège, le 25 janvier 2016



Communiqué de presse

27 janvier 2016

**SOLIDARITE AVEC TOUS LES GREVISTES
 SOLIDARITE AU CAMARADE JORDAN CROEISAERDT**

**Tous ensemble, défendons le droit de grève !
 Aucune sanction contre le camarade Jordan !
 Non à l'intervention de la justice dans les mouvements sociaux !**

Contre l'austérité : unifier nos luttes !

Le gouvernement suit sa ligne générale d'attaques aux droits démocratiques et aux conditions de vie des travailleurs.

Cela fait plus d'un an que la Belgique traverse une nouvelle conjoncture, dont l'entrée en fonction de la coalition gouvernementale, dite « la suédoise », est un élément : la bourgeoisie belge approfondit son attaque contre la classe ouvrière. Ce gouvernement avance dans des réformes sur le plan social et démocratique, et tout cela est accompagné d'une offensive idéologique qui combat « la gauche » et « le socialisme ».

D'autre part, la mobilisation de milliers de travailleurs s'est exprimée dans des manifestations importantes, avec des grèves générales et régionales. Cette prédisposition à la lutte est constante, même si celles-ci n'ont pas une ampleur nationale ou médiatique. Certaines de ces actions dépassent même les « prévisions » des directions syndicales.

Une attention importante a été donnée ces derniers mois à la question du terrorisme et à l'afflux de réfugiés, les informations dans la presse et les déclarations du gouvernement ayant contribué, en grande partie, à créer un climat de tensions. Concernant le terrorisme, les perquisitions et les interpellations se multiplient, expressions d'une politique sécuritaire qui, jusqu'à présent, n'a pas

donné de résultats ; et aucune proposition cohérente n'a été faite concernant la façon de faire face à l'influence du djihadisme parmi la jeunesse et la population en général. La seule proposition du gouvernement est de consacrer 400 millions d'euros au renforcement de l'appareil militaire et policier, et de renforcer la répression avec 2 500 policiers dans la rue.

La question des réfugiés est traitée de la même façon : les déclarations agressives de la part de Jambon, ministre de l'Intérieur, montrent seulement la volonté de « chasser » les demandeurs d'asile. L'opération policière à la côte l'illustre bien. Elle cherche essentiellement à criminaliser les demandeurs d'asile et à casser toute solidarité de la part de la population.

Le gouvernement approfondit donc les attaques contre nos droits démocratiques par la criminalisation et la répression, auxquelles s'ajoute la tentative de détricoter le droit de grève et d'action collective, comme nous l'avons vu avec l'intervention de la police fédérale et des huissiers lors des grèves à la SNCB. Et entre-temps, il continue à appliquer une série de réformes importantes dans le domaine socio-économique. Mais celles-ci sont moins médiatisées.

En ce début de 2016, le gouvernement a comme priorité d'appliquer les accords du Groupe des Dix qui prévoit, entre autres choses, la remise au travail des personnes en arrêt de travail pour maladie ou en période d'incapacité, et l'attaque aux allocations dont bénéficient les travailleurs à temps partiel.¹

Comme d'habitude, ce gouvernement ne manque pas de prévoir des cadeaux aux patrons : une exonération d'impôts pour les PME et les indépendants qui engagent un premier travailleur entre 2016 et 2020, et une réduction d'impôts progressive pour les années suivantes, alors que la presse annonce que 75 % des PME se portent bien en Belgique. Ce n'est qu'un exemple d'une liste qui peut être longue...

Que le patronat et son gouvernement s'attaquent aux travailleurs, à leurs

conditions de vie et de travail, c'est normal : l'exploitation des travailleurs est leur raison d'être. Ce qui devrait nous étonner, c'est le silence et la complicité de nos directions syndicales. Les dirigeants fédéraux signent des accords en toute discrétion et, qui plus est, aucun secteur ne se prononce contre ces accords.

Nous sommes bien conscients de l'importance de la lutte et des actions à la SNCB, auxquelles nous participons activement, mais il ne faut pas oublier qu'il faut organiser une réponse à l'ensemble des attaques du gouvernement. Nous devons unifier les luttes, qu'elles soient grandes ou petites, comme celles de B-Post, des gardiens de prison, ou plus récemment des travailleurs de GSK. Nous devons exiger un plan de lutte qui puisse unifier nos revendications. Les élections sociales dans le privé et les congrès et les élections dans le secteur public sont l'occasion pour nous organiser et pour créer à la base un syndicalisme unitaire et de lutte pour faire face au patronat et au gouvernement. ■

¹ Dans *Le Soir* du 23.10.2015, on pouvait lire déjà que le gouvernement déclarait qu'il allait appliquer l'ensemble des accords.

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal **En lutte** est 100 % indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de 20 EUR pour 10 numéros.

- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs* BE06 9731 2913 4922 avec mention de votre nom et « Abonnement EL »
- Communiquez votre adresse postale, soit par e-mail à lct.cwb@gmail.com soit par la poste à J. Talpe Rue de l'Elan 73 - Bte 10 1170 Watermael-Boitsfort



Tunisie : la révolution continue

A cinq ans de la révolution qui a fait tomber le dictateur Zine Ben Ali, Tunis vit à nouveau des journées de lutte intense, cette fois contre le gouvernement "démocratique" de Habin Essid. Dans le cadre d'une grande instabilité politique, les différents gouvernements bourgeois qui se sont succédé depuis la révolution n'ont résolu aucun des graves problèmes économiques et sociaux du peuple. Et particulièrement celui du chômage, principale réclamation de cette nouvelle vague de protestation, qui s'est intensifiée depuis la mort d'un jeune manifestant. Nous portons à la connaissance de nos lecteurs la déclaration que nous avons reçue de la Ligue de Lutte de la jeunesse (LLJ) de Tunis.

Révolte de Kasserine: Toute la jeunesse doit se lever!

La jeunesse se meurt par la corruption et l'exploitation, mais nous avons encore l'espoir d'obtenir un emploi, la liberté et la dignité après la révolution, qui a été volée par des forces réactionnaires et d'arrière-garde. Les pouvoirs du capital et l'autoritarisme ont tiré profit de cette révolution.

Leur parlement et leur gouvernement continuent à augmenter la fortune des riches en même temps qu'ils approfondissent la pauvreté du peuple à travers des lois et des mesures destinées à satisfaire

les intérêts de l'impérialisme et des affaires du capital. Mais la jeunesse s'est levée à nouveau pour défendre nos martyrs et dénoncer la saleté des riches.

Jeunes révolutionnaires, étudiants, travailleurs et sans emplois: Continuons notre lutte! Nous n'avons rien à perdre que nos chaînes!

Organisons-nous et unissons-nous sous le même drapeau : contre cette bande de voleurs !

**Travailler est un droit !
Travail, liberté et dignité !
Le peuple veut vaincre le régime !**

Quelle stratégie syndicale pour nos luttes ?

Ligue Communiste des Travailleurs - avril 2015

Vous pouvez demander cette brochure à nos camarades. Elle est disponible aussi sur notre site www.lct-cwb.be, onglet Théorie / Quelques textes publiés par la LCT.

Un débat avec Gauche Unie : un gouvernement des partis de gauche avec le PSOE est-il possible ?

Des élections nationales ont eu lieu en Espagne le 20 décembre dernier. Les deux partis qui s'alternaient dans le pouvoir depuis trente ans (le « bipartisme ») y ont perdu cette hégémonie traditionnelle, avec l'apparition d'un mouvement contestataire dans lequel *Podemos* occupe la première place. Le *Parti Populaire* (PP), de droite, dirigé par Mariano Rajoy et au pouvoir depuis 2011 avec une majorité absolue, est passé de 44,63 % (186 sièges) à 28,7 % (123 sièges). Le *Parti Socialiste* (PSOE), dirigé par Pedro Sanchez, a évité de justesse, avec 22 % (90 sièges), d'être dépassé par *Podemos* et ses alliés, qui obtinrent 20,7 % (69 sièges). D'autre part, *Gauche Unie* (GU), dirigé par Alberto Garzón, avec une origine dans le Parti Communiste Espagnol, dirigeait avec d'autres composantes mineures la coalition électorale Unité Populaire (UP), qui obtint 3,67 % (2 sièges). *Ciudadanos*, un parti de droite fondé en 2006, obtint 13,93 % (40 sièges).

Corriente Roja, la section espagnole de la LIT, participait à ces élections avec des candidats sur les listes d'UP, élus dans des assemblées organisées par *Co.Bas* et *Syndicalistes pour l'Unité Populaire*. Nous reproduisons ici un article d'Antonio Rodriguez (candidat pour Madrid) et Angel Luis Parras (candidat suppléant au Sénat pour Madrid), publié dans la presse de *Corriente Roja*.

Le moment politique est marqué par les négociations parlementaires pour former le nouveau gouvernement. Pas mal de militants pensent qu'un « gouvernement des partis de gauche » pourrait être la meilleure solution pour empêcher le Parti Populaire (PP) de rempiler pour quatre ans et pour commencer à inverser les politiques d'austérité.

Pedro Sanchez, du Parti Socialiste (PSOE), ne ménage pas ses efforts pour finaliser un accord de gouvernement avec *Podemos*, *Ciudadanos* et les partis « périphériques ». Après une opposition initiale, *Podemos* est désormais prêt à négocier avec le PSOE, sans « lignes rouges ».

Alberto Garzón, de *Gauche Unie* (GU), n'a pas hésité à se joindre dès le début aux avis favorables à « l'unité de la gauche » et il a mis à disposition deux députés d'*Unité Populaire-Gauche Unie* (UP-GU). Pour lui, « il faut juste de la volonté politique. Nous serons des facilitateurs – toujours avec le programme en premier lieu – pour qu'il y ait un gouvernement qui ne soit pas du PP. »

Nous avons participé à la liste d'UP-GU en tant que « *Syndicalistes pour l'Unité Populaire* », et nous ne sommes pas d'accord avec cette idée. Qui plus est, nous disons que cela n'a rien à voir avec ce que la liste, et Garzón lui-même, défendaient dans la campagne électorale.

C'est-à-dire, à vrai dire, que je disais que...

On peut l'habiller comme on veut, mais le fait d'avoir présenté UP-GU comme une « liste de rupture » ne rime en rien avec la proposition – passées les élections – de soutenir un gouvernement dont l'axe serait le PSOE, un gouvernement pour ne rien changer. Un tel soutien, c'est la réaffirmation du bipartisme, tant de fois combattu à juste titre.

Le PSOE est le parti de l'OTAN, des réformes du travail, des restructurations industrielles, du chômage et des attaques contre les pensions, de la réforme de la Constitution pour faire en sorte que le paiement de la dette aux banquiers soit la priorité absolue de l'Etat, de la corruption, du tapis rouge déroulé devant la Troïka.

Un tel parti peut-il diriger un « gouvernement de gauche » ? Il y a belle lurette que le mot « gauche » est devenu un gros concept vide de sens, un des mots vides les plus prononcés.

Dire que l'accord serait « toujours avec le programme en premier lieu », c'est une mauvaise façon de masquer le sauvetage du bipartisme. Garzón

pense-t-il qu'il peut y avoir une « négociation du programme » avec de telles partenaires, et cela avec deux députés contre les 96 du PSOE ?

Le programme avec lequel GU a disputé les élections était clair, en ce qui concerne le bilan des dernières années, quand il parlait des « politiques imposées par les puissances dominantes de l'Union européenne, le capitalisme financier, les banques privées et les grandes sociétés transnationales, appliquées servilement par les gouvernements du PSOE et le PP : des politiques de misère et de limitation drastique des droits élémentaires sociaux et du travail et des libertés démocratiques ». (Programme de l'Unité Populaire.)

Quel sens a donc le soutien à un gouvernement de gestionnaires serviles de la Troïka ?

Malheureusement, la position de Garzón finit par ajouter les deux députés d'UP-GU au chœur des dirigeants de Podemos qui, en un temps record, sont passés de la lutte contre le bipartisme et la « caste »¹ à la négociation d'un gouvernement avec l'un de leurs meilleurs représentants.



Alberto Garzón

Pedro Sanchez

Garantir la gouvernabilité ou défendre la classe ouvrière ?

Un vieux révolutionnaire disait que le problème est non seulement que l'ennemi te vainque, mais qu'il te convainque. Toute l'idéologie dominante, le bombardement médiatique et le discours de tous les partis parlementaires tournent autour de la « responsabilité », le « sens de l'Etat » et le besoin de « gouvernabilité ». Mais cela ne nous arrange pas : notre « sens » n'est pas celui de l'Etat, mais celui de la classe ouvrière ; notre « responsabilité » n'est pas envers les institutions du régime, mais envers les travailleurs. Notre obligation est seulement envers ceux qui ont voté UP comme liste engagée dans la défense des travailleurs.

Qu'avons-nous à gagner avec n'importe quel gouvernement qui peut émerger de l'arithmétique parlementaire actuelle, déformé en outre par une loi électorale antidémocratique héritée de la fin du régime de Franco ? Tous ces gouvernements ne peuvent être qu'un exécutif servile à l'UE et à la Troïka qui lui ont déjà dicté les devoirs : des coupes pour neuf milliards et le maintien et l'approfondissement des réformes de Rajoy. Celui qui ne veut pas faire face à l'UE ne peut être que son serviteur : il suffit de voir la Grèce et le gouvernement de Tsipras, revendiqués par les dirigeants de *Podemos*.

Le dilemme est ce que nous avons crié lors des manifestations : « *Il n'y a pas, il n'y a pas, d'autre manière : avec les patrons, ou avec la classe ouvrière.* » Voilà le véritable dilemme. Les dirigeants de GU

semblent n'avoir tiré aucune leçon de leur coalition avec le PSOE dans la Junte d'Andalousie, et ils parient sur la même formule.² Pour en arriver là, il ne fallait pas se déranger !

Fidèles à notre engagement

En tant que Corriente Roja, nous avons participé – ensemble avec d'autres camarades de Co.Bas et de Syndicalistes pour l'Unité Populaire – à la liste de UP-GU, dirigée par Garzón. Nous l'avons fait en défendant un programme élaboré à partir de la base et approuvé lors d'assemblées avec de nombreux camarades travailleurs, des militants syndicaux.

C'était un programme de défense de la classe ouvrière, et contre le régime ; pour le droit de décider, et contre les politiques d'austérité, l'UE et la Troïka.

Nous avions compris que ce programme était une compréhension commune de ceux qui, avec nous, formaient *Syndicalistes pour l'Unité Populaire* ; et que sa défense exigeait de mettre au centre la lutte sociale dans la rue et la confrontation avec tous les partis qui représentent d'une façon ou d'une autre l'oligarchie espagnole. C'est à partir de cette compréhension que nous avons uni nos forces pour construire *Syndicalistes pour l'Unité Populaire*.

C'est le moment, maintenant, de décider si ce programme et ces efforts sont compatibles avec la défense d'un « gouvernement des partis de gauche... avec le PSOE ».

C'est précisément la difficulté de gouvernabilité, la crise de ceux d'en haut, qui ouvre davantage de possibilités pour la lutte de ceux d'en bas, mais à condition d'en revenir à ce que nous disions dans la campagne : la lutte est la seule voie pour vraiment changer les choses.

Alors que les cabales parlementaires pour former un gouvernement vont bon train et que l'UE exige de mettre les bouchées doubles pour appliquer de nouvelles coupes et des réformes, la vie continue : les délogements, le chômage pour des millions de gens, la précarité générale, les régimes de licenciement expéditif. La tâche urgente est de reprendre la lutte, dans la rue, pour défendre le pain, l'emploi et le toit.

Nous restons fidèles à ce programme et à cet engagement et nous continuerons à affronter tout gouvernement de la Troïka, sous n'importe quel nom, que ce soit sur le plan central, régional ou local.

Notre urgence est de prendre des mesures pour reprendre la lutte. Les mobilisations annoncées en défense de la santé et de l'éducation publiques, les marches pour la dignité, les luttes pour le retour des services publics au giron communal, les conflits de l'entretien des hôpitaux en Andalousie, Extruperfil, Tragsatec ou le métro de Barcelone :³ ce sont autant d'occasions pour reprendre la mobilisation ouvrière et populaire contre des gouvernements qui, contrairement à la situation antérieure, ne disposent plus d'une majorité absolue. ■

¹ Podemos présente le PP comme « la casta », l'élite figée dans sa tour d'ivoire, en opposition au peuple qui souffre de ses errements et de la crise qui n'en finit pas.

² Lors des élections pour le parlement régional en Andalousie en mars 2012, le PSOE avait perdu sa majorité absolue et GU, qui avait doublé son score, avec 12 sièges, était alors entrée au gouvernement, en coalition avec le PSOE, pour éviter un gouvernement du PP, qui était arrivé à 5 sièges de la majorité absolue.

³ L'article fait référence à différentes luttes en cours. Au moment de la publication de l'article, le personnel de l'usine d'Extruperfil (extrusion d'aluminium) était depuis deux mois en grève.

L'UE gère la crise des réfugiés de façon inefficace et hypocrite



« Je ne tolérerai pas qu'à Zeebruges et dans les environs s'installent des camps de tentes comme à Calais. »
Jan Jambon, ministre de l'Intérieur (déclaration à la Chambre - 23.01.2016)

A Madrid, une famille de onze personnes est menacée d'expulsion parce qu'ils sont au chômage et ne reçoivent aucune aide de l'Etat. D'autre part, les attaques de Paris et l'étrange cas, jusqu'à présent inexplicable, des agressions sexuelles à Cologne fonctionnent comme catalyseurs du racisme et de la xénophobie. La réaction des autorités européennes à la crise est de sourire devant les caméras et de maltraiter les réfugiés lorsque les projecteurs sont éteints.

La dernière mesure consiste à établir une limite annuelle de demandes d'asile. L'Autriche l'a déjà fixée à 37 000 en 2016 et l'idée est de la réduire d'année à année. La CSU en Allemagne, le parti frère de la CDU d'Angela Merkel,

exige de faire de même dans ce pays et d'avancer dans le contrôle, et même la fermeture, des frontières dans un avenir proche.

Christine Lagarde, la directrice du FMI, explique ce que devraient être les objectifs de l'Europe en ce qui concerne les réfugiés. « A court terme, l'afflux de réfugiés va augmenter le PIB de la zone euro. » Et pour cela, elle défend l'annulation de l'obligation de payer un salaire minimum pour les entreprises qui embauchent des immigrants et des réfugiés.

Il n'y a pas de perspective de solution à cette situation. La bourgeoisie impérialiste de l'Europe est en train d'utiliser les réfugiés pour maintenir ses taux de surexploitation de cette main d'œuvre

suite de la dernière page

Non à la guerre !

Au cours des trois premières années de la révolution syrienne, il était impossible pour les grandes puissances mondiales de mener une intervention militaire directe. Elles n'avaient en effet pas les conditions politiques et ne pouvaient compter avec l'appui de la société dans leurs pays respectifs. Depuis l'irruption de l'Etat Islamique (EI) – qui trouve son

origine dans les invasions impérialistes en Irak et en Afghanistan – les Etats-Unis d'abord, la Russie, la France et l'Angleterre ensuite, ont mené une intervention militaire qui non seulement n'a pas réussi à faire échouer l'EI, mais l'a au contraire fortifié.

La coalition internationale conduite par les Etats-Unis a réalisé jusqu'à présent plus de 7.000 attaques aériennes sur des supposées positions de l'EI en

L'Europe a relogé 272 réfugiés des 160 000 convenus. Les chiffres parlent d'eux-mêmes pour révéler les véritables objectifs de l'UE : fermer les frontières. Entre janvier et novembre de l'année dernière, plus de 18 000 réfugiés ont été expulsés de l'Allemagne. En Suisse, on oblige les demandeurs d'asile de remettre leurs biens pour payer « les frais de gestion et de permanence dans le pays ». Les humiliations sont des plus grotesques.

May Assir et Gabriel Huland

assez spécialisée et qui est prête à travailler parce qu'ils doivent reconstruire leur vie et aider les membres de leurs familles qui ne sont pas parvenus à arriver au vieux continent.

Les réseaux d'accueil et de solidarité doivent poursuivre leur travail humanitaire, mais en cherchant toujours la combinaison avec le travail de pression sur les institutions publiques, de mobilisation sociale, d'alliances avec les syndicats et les mouvements sociaux dans les différents pays, ainsi que de dénonciation des politiques discriminatoires de l'UE, qui ne visent pas à soulager la souffrance de ces personnes, mais à utiliser cette situation pour leur propre bénéfice économique. ■

Syrie. La Russie, à son tour, intervient directement en faveur de Bashar al-Assad et contre les rebelles, commettant des atrocités avec le bombardement d'hôpitaux, d'écoles, de marchés populaires. John Kerry, secrétaire d'Etat des Etats-Unis a affirmé qu'Assad n'était pas le principal ennemi de la région. Les bombardements aggravent la catastrophe humanitaire en Syrie – plus de 40.000 morts, 4 millions de réfugiés et

10 millions de déplacés- et obligent ainsi de plus en plus de familles à chercher refuge sur le continent européen.

Comme si l'intervention de quatre puissances nucléaires en Syrie ne suffisait pas, la grande majorité de la gauche mondiale, conduite par les courants Castro-chavistes et stalinistes, continuent de soutenir le dictateur syrien après quatre ans de crimes et de massacres contre les populations civiles désarmées dans les territoires contrôlés par l'insurrection. Ils identifient l'OTAN comme seul ennemi quand, en réalité, l'OTAN est alliée de la Russie et de l'Iran dans la supposée lutte contre l'EI et dans la défense de Bashar al-Assad comme un moindre mal.

Une grande campagne internationale contre l'intervention militaire impérialiste en Syrie et en Irak devient urgente. Contre les bombardements. Contre les aides économiques en millions accordées par l'Iran et la Russie à Bashar al-Assad. Contre la coalition militaire créée récemment par l'Arabie Saoudite pour « lutter contre le terrorisme ». Ces quatre dernières années nous ont appris que, derrière le discours de lutte anti-terroriste, se cachent les intérêts économiques et politiques des puissances mondiales et régionales.

Contre les réductions de libertés et la discrimination xénophobe !

Les pires terroristes du monde sont les leaders mondiaux qui vocifèrent avec une rage apparente dans les moyens de communication (ils sont experts pour mentir devant les caméras) que les «valeurs européennes» prévaillent sur les idées réactionnaires de l'EI. Entretemps, ils lancent des bombes sur les civils au Moyen-Orient et approuvent des lois discriminatoires dans leurs propres pays, en s'appuyant sur la peur générale générée par les attentats réactionnaires commis par l'EI.

L'Europe ne vit qu'une petite fraction du drame humanitaire, avec des éléments clairement barbares, que nous voyons au Proche-Orient. Les discours des principaux leaders européens se centrent sur la nécessité de freiner l'entrée des réfugiés à partir de la sélection chirurgicale des personnes qui intéressent le capital européen. L'Union Européenne a annoncé qu'elle priorisera

les chercheurs, les entrepreneurs et les étudiants à l'heure de concéder des visas. Ils séparent les personnes qui intéressent les entreprises de celles qui ne servent pas et peuvent mourir comme des animaux dans la méditerranée. Ou de froid sur les routes migratoires, de même que comme victimes des bombes lancées par les avions fabriqués en France, en Angleterre, aux Etats-Unis et en Russie.

La priorité des leaders européens est de fortifier le contrôle des frontières et de financer la répression dans les pays limitrophes d'Asie et d'Afrique. Le plan est d'envoyer à la Turquie, pays par lequel entrent actuellement l'énorme majorité des personnes, près de 3.000 millions d'euros pour la construction de centres d'internement (les détestables CIE'S) et la fortification des forces aux frontières et des services d'intelligence. Près 1,8 millions d'euros seront envoyés aux pays africains.

« Aucun pays au monde de peut supporter l'arrivée illimitée de réfugiés. Et l'Allemagne ne pourra pas non plus le faire à long terme », a affirmé Angela Merkel il y a quelques jours au congrès du parti bourgeois de Bavière CSU. Les leaders européens sont très préoccupés de freiner le flux migratoire vers le continent. En Allemagne, le nombre d'attaques envers les réfugiés augmente. En France, des réductions des libertés démocratiques sont appliquées et l'état d'urgence est mis en place. En Espagne, la Pacte Anti-djihadiste a été signé entre les principales forces politiques du pays. Aux Etats-Unis, l'ultraréactionnaire Donald Trump parle d'empêcher l'entrée de musulmans. Les exemples d'islamophobie sont sans fin.

Au début de la crise, mi-juillet, quelques maires de l'Etat Espagnol récemment élus dans la coalition d'« Unidad Popular » (proches de Podemos) se sont prononcés en faveur des réfugiés et de la nécessité de créer un « réseau d'accueil ». Près de quatre mois sont passés, les déclarations ne furent pas suivies d'actions concrètes pour accueillir les personnes récemment arrivées. L'inaction de ces politiques et d'autres secteurs de la gauche européenne reflète l'impossibilité de réaliser une quelconque transformation réelle sans rompre avec les politiques

de l'Union européenne et affronter, pas seulement en parole mais dans les faits, l'impérialisme européen.

Nous défendons l'ouverture des frontières, la fin de Frontex, la concession de visas à tous ceux qui le demandent, la fin de l'état d'urgence, le châtement de tous les actes de racisme et de xénophobie, la fin des CIE'S (centres d'internement) et la garantie de droits élémentaires aux réfugiés.

Pour un plan de mobilisation populaire contre la guerre et pour les droits des réfugiés !

Différents collectifs, dans différentes villes européennes, appellent à des mobilisations contre les bombardements et en défense des droits des réfugiés. Il faut construire la plus large unité pour lutter contre l'intervention en Syrie et la restriction d'entrée des réfugiés et des migrants en Europe. Nous nous joignons aux appels, croyant fermement que seule la mobilisation sociale pour mettre en échec les grands terroristes du monde : l'impérialisme, ses gouvernements et les grandes multinationales qui alimentent ce système mondial d'exploitation et d'oppression.

L'unité des travailleurs natifs et immigrants est essentielle en ce moment. La solidarité internationale des opprimés du monde est centrale pour avancer vers une Europe socialiste des travailleurs et des peuples.

- LIT-QL
- Ligue Internationale des Travailleurs
- Quatrième Internationale
- Corriente Roja
- Espagne
- PdAC
- Partito di Alternativa Comunista
- Italie
- MAS
- Movimento Alternativa Socialista
- Portugal
- LCT
- Ligue Communiste des Travailleurs
- Belgique
- ISL
- International Socialist League
- Angleterre

Réfugiés : le dessous des cartes



Contre la répression et la xénophobie en Europe ! Non à l'intervention impérialiste en Syrie et en Irak !

*Une Déclaration de la LIT-QI et de ses sections européennes
à l'occasion de la Journée internationale du migrant du 18 décembre*

La fin de l'année approche et il n'y a pas de perspective de voir la crise migratoire qui a débuté à la mi-juillet se solutionner. Elle empire au contraire : des milliers de réfugiés continuent chaque jour à arriver en Europe et ils sont déjà 1,5 millions depuis le début de cette année ; les gouvernements construisent plus de murs ; l'Autriche et la Slovaquie s'ajoutent maintenant aux pays qui fortifient leurs frontières ; Frontex vient d'annoncer la création d'une force spéciale de 1.500 agents qui agirait en « cas d'urgence » et le racisme et la xénophobie augmentent, avec l'application de lois restrictives par les gouvernements (les cas de la France et de la Belgique sont les plus drastiques) et la montée de partis

d'extrême-droite, comme le Front National en France, avec des discours contre les immigrés et les réfugiés.

Par ailleurs, l'impérialisme européen, France et Royaume-Uni en tête, commence une offensive militaire en Syrie, toujours avec l'excuse de mettre en échec l'Etat Islamique. Ils se joignent ainsi à la Russie et aux Etats-Unis, qui bombardent déjà le pays, occasionnant la mort de milliers de civils et la fortification du régime réactionnaire de Bashar al-Assad, principal terroriste de la région, responsable de plus de 40.000 morts.

Lire la suite sur la page 14

Native ou étrangère, la même classe ouvrière !